

Patrick Boucheron bouscule l'histoire

09.10.2018, par [Francis Lecompte](#)

Patrick Boucheron, médiéviste, est professeur au Collège de France. Son "Histoire mondiale de la France" a chamboulé les grands récits pour y substituer une multiplicité de points de vue.

© Vincent Muller/Opale/Leemage

Il a bouleversé la vision que l'on avait du Moyen Âge et son « Histoire mondiale de la France » a défrayé la chronique. Rencontre avec l'historien Patrick Boucheron, alors que se tiennent du 10 au 14 octobre les 21^e Rendez-vous de l'histoire, à Blois.

(Cet entretien a été publié initialement dans le numéro 4 de la revue [Carnets de science](#) [6])

Patrick Boucheron est, à 53 ans, l'historien le plus remuant de sa génération. Ses recherches sur les villes de l'Italie médiévale ont imposé une approche très moderniste du Moyen Âge, reléguant au placard la vision d'une période obscurantiste, agitée de rivalités féodales sur fond de châteaux forts. Celui qui a rejoint le Collège de France en 2015 n'hésite pas à sortir de sa bibliothèque pour s'engager dans le débat public. Son ouvrage *Histoire mondiale de la France* paru en 2017 l'a inscrit résolument dans le courant de l'histoire globale, qui bouscule les grands récits pour y substituer une multiplicité de points de vue... au risque de se voir accusé de porter atteinte à l'identité nationale. Patrick Boucheron s'explique ici sur ses méthodes et sa place d'historien dans la société.

Vos travaux ont profondément renouvelé la vision que l'on avait du Moyen Âge. Qu'est-ce qui a changé dans notre façon d'appréhender cette période de l'histoire ?

Patrick Boucheron : Lorsque j'ai entamé mes études d'histoire, dans la seconde moitié des années 1980, la recherche sur le Moyen Âge vivait une sorte de paradoxe. On envisageait cette période dans ses composantes essentiellement rurale et féodale, avec une société déployée autour des châteaux et définie tout entière par la domination des seigneurs, qui a culminé aux XI^e et XII^e siècles. Mais, en même temps, on savait, grâce notamment aux travaux de l'historien Jacques Le Goff, que dès le XIII^e siècle au moins, la société européenne était déjà très urbanisée : la ville était aussi un des traits caractéristiques du Moyen Âge.

En réévaluant l'importance de l'ordre urbain dès le XIII^e siècle, on construisait une autre histoire des pouvoirs et un autre Moyen Âge que celui qui était enseigné.

Le grand débat qui agissait la recherche à ce moment-là visait donc à comprendre comment ces deux aspects de la société médiévale, d'un côté rurale et féodale, de l'autre urbaine, pouvaient coexister. Certains voyaient dans la ville un accident, voire une sorte de malformation venue se greffer sur la société rurale ; pour eux, la ville était à la fois le berceau des libertés publiques où s'inventait une autre société et le tombeau de la féodalité. Et puis il y avait mon premier maître, Jean-Louis Biget, à l'École normale supérieure de Saint-Cloud, pour qui il fallait comprendre le lien structurel entre le fait urbain et le système féodal, comprendre que le développement urbain n'avait pas seulement été permis par le système féodal, mais qu'il était d'une certaine manière sa conséquence logique, parce que la ville est le lieu où les produits du prélèvement seigneurial se convertissent en richesse monétaire.

C'est cette perspective qui m'a donné envie de travailler à sa suite : si la ville n'avait pas été un accident de l'histoire médiévale, mais une nécessité, elle retrouvait toute sa place dans le projet d'une histoire totale de la société médiévale.

Cette nouvelle approche n'a pas été facile à faire admettre. Pourquoi a-t-elle suscité la controverse parmi les historiens ?

P. B. : Parce que derrière cette histoire, il y a des intérêts idéologiques puissants et que c'est l'émergence de notre modernité qui s'y joue. Les médiévistes décrivait un système de domination, la seigneurie, au sein duquel s'inventait un principe contraire, la ville, qui finira par renverser le système. En réévaluant l'importance de l'ordre urbain dès le XIII^e siècle, on construisait une autre histoire des pouvoirs et un autre Moyen Âge que celui qui était enseigné. Redéfinir ce rapport du Moyen Âge à la modernité conduit aussi à réévaluer la période elle-même, parce que découper l'histoire en séquences modifie les finalités de celles-ci. Placer la fin du Moyen Âge en 1492, avec la découverte de l'Amérique, dit quelque chose des rapports du Moyen Âge avec le monde ; dire qu'il se termine plutôt avec Luther et la Réforme, vers 1517, revient à insister sur les rapports entre le Moyen Âge et la foi.

Pour ma part, en délimitant, comme je le fais, une séquence qui part du XII^e siècle et file jusqu'au XVI^e siècle en enjambant donc la Renaissance, je m'inscris dans la continuité de ce mouvement historiographique que je viens de décrire, à l'encontre de la vision purement féodale du Moyen Âge. J'ai d'ailleurs montré dans plusieurs ouvrages comment les villes ont favorisé l'émergence de nouvelles pratiques de gouvernement : *Les Villes d'Italie*¹ ou, plus récemment, *Conjurer la peur : Sienne 1338*², où j'analyse la fresque dite du « bon gouvernement », commandée par la commune de Sienne au peintre Lorenzetti (1290–1348) à un moment où ses principes républicains sont menacés par le retour de la seigneurie.



Détail de la fresque dite du « bon gouvernement » de Sienne. Loin du cliché d'un Moyen Âge purement féodal, Patrick Boucheron montre l'importance des villes dès le XIII^e siècle.

© Allégorie et Effets du Bon Gouvernement, Sienne. Photo De Agostini Picture Library / G. Dagli Orti / Bridgeman Images

Vous évoquez le projet d'une histoire « totale ». Qu'entendez-vous par là ?

P. B. : À partir des années 1970, les historiens ont voulu faire l'histoire « de la cave au grenier », selon l'expression de l'historien Michel Vovelle, c'est-à-dire en passant du matériel à l'idée, mais sans jamais lâcher le parti pris des choses. C'était le cas, par exemple, de Jacques Le Goff, qui a consacré ses premiers travaux aux salaires dans l'université de Padoue et à l'histoire du travail pour en arriver à travailler sur l'histoire de l'imaginaire médiéval.

J'ai voulu éviter de suivre le parcours classique de l'historien, qui débute par des recherches humblement matérielles et finit inévitablement par se laisser attirer par le ciel des idées. Je crois qu'il ne faut jamais s'abstraire des réalités du terrain.

Pour décrypter la domination seigneuriale, on doit aussi connaître tout ce qui fait courber l'échine au paysan : pas seulement les impôts, mais aussi la foi et la fidélité. Au Moyen Âge, on ne peut dissocier cette imbrication du religieux et du politique, c'est une structure anthropologique globale, ce que l'historiographie ancienne appelait une mentalité. Et celle-ci est l'un des éléments essentiels de la domination. Cela nécessite, pour la comprendre, une histoire totale. Le modèle inégalé d'histoire totale reste la thèse d'État de mon second maître à la Sorbonne, Pierre Toubert, publiée en 1973, sur les structures du Latium (la région autour de Rome, nldr) entre le X^e et le XII^e siècle, où il parcourt tout le chemin qui mène du prix des fèves à la réforme grégorienne. Mais faire ainsi l'histoire totale d'une région n'était plus possible lorsque j'étais étudiant. Ce modèle-là est devenu inaccessible.

Pourquoi inaccessible ?

P. B. : Parce que le cadre institutionnel a changé : l'époque des thèses d'État, où un chercheur pouvait travailler dix ou quinze ans sur le même sujet sans contrainte ni sollicitation, est révolue. Je n'en éprouve aucune nostalgie – certains chercheurs se sont littéralement épuisés dans ce genre de recherche. L'ambition de faire de l'histoire totale reste intacte, mais elle s'est resserrée en passant de la monographie régionale, le Latium par exemple, à la monographie urbaine. Avec ma propre thèse, j'ai restreint le champ à Milan à la fin du Moyen Âge, mais avec la même volonté de traiter la question « de la cave au grenier » : pour étudier la transformation des villes en rapport avec celle de l'État princier à travers ce que j'ai appelé le pouvoir de bâtir, je parlais des matériaux de construction, en particulier de la brique, de leur production à leur commercialisation, pour aller jusqu'à l'idée architecturale.

Depuis, vous avez été nommé au Collège de France. Vous restez pourtant très attaché au travail de terrain...

P. B. : J'ai toujours voulu éviter de suivre le parcours classique de l'historien, qui débute par des recherches humblement matérielles et finit inévitablement par se laisser attirer par le ciel des idées. Je crois qu'il ne faut jamais s'abstraire des réalités du terrain et l'histoire urbaine est, pour moi, un garde-fou contre l'abstraction. La ville, c'est concret, on doit la saisir dans sa matérialité. Étudiant, j'ai pris grand plaisir à pratiquer l'archéologie en amateur à Rome, pour me confronter aux éléments matériels de l'architecture, de ses travailleurs, de ses chantiers, etc. Mais il ne suffit pas de puiser dans ce « terrain » qu'on a fait dans sa jeunesse une légitimité pour s'autoriser ensuite à monter en généralité.

Pourtant, vous préparez à nouveau un ouvrage sur l'histoire de Milan au XV^e siècle...

P. B. : Oui, c'est un peu comme si je me retrouvais en famille et, précisément, je me méfie de ce confort. Mais on peut aussi décrire cela comme un arrière-pays à partir duquel je peux rebondir et creuser bien plus loin. C'est le cas lorsque je m'interroge sur l'irruption à Milan du gouvernement républicain de 1447 : ce gouvernement se réclame du souvenir d'Ambroise, l'un des quatre pères de l'Église, qui a été évêque de la ville de 374 à 397. Je me demande alors : quelle image les Milanais du XV^e siècle avaient-ils de lui ? Quel Ambroise revit ou revient à ce moment-là ? Pour le savoir, je retourne arpenter la ville afin de faire l'archéologie de ce souvenir : c'est-à-dire que je cherche tout ce qui peut ancrer concrètement ce souvenir sans dériver trop loin du passé tel qu'il fut. Cela ramène toujours et d'abord à des lieux, mais aussi à des textes et à des rituels. Je vois ce travail comme une forme d'hygiène intellectuelle, mais qui exige un véritable effort de dépaysement, parce que cela oblige à « changer de bibliothèque », c'est-à-dire à travailler sur des sujets différents, comme la liturgie ambrosienne, puisque le rite de la messe catholique à Milan était différent du rite romain. Ce à quoi je n'étais pas techniquement préparé.



Patrick Boucheron est parti sur les traces d'Ambroise (à droite sur la fresque), évêque du IV^e siècle, qui a inspiré l'installation du gouvernement républicain à Milan au XV^e siècle.

© Par Matteo Chiesa (1500-1520). Photo Bridgeman Images

« **Changer de bibliothèque** », est-ce aussi la raison qui vous a poussé à publier une *Histoire du monde au XV^e siècle*³ ?

P. B. : L'histoire ne doit pas se préoccuper uniquement de ce qui a eu lieu, elle doit aussi s'intéresser à tout l'éventail des possibles, à tout ce qui aurait pu advenir. Autrement dit, elle ne doit pas uniquement célébrer l'existant, mais s'étonner que ce soit ce monde-là qui existe et pas un autre ! Dans cet ouvrage collectif, nous avons choisi de raconter l'histoire de ce siècle sans le ramener à l'épopée des grandes découvertes, en prenant comme point de départ, non pas le voyage de Christophe Colomb en 1492, mais la mort, en 1405, de Tamerlan, qui avait fondé l'empire timouride en Asie centrale : de cette manière, on rend le cours du temps plus incertain, moins fatal. Car on montre que l'Empire ottoman pouvait apparaître alors comme le cœur battant du monde, ou à quel point les empereurs de Chine eurent un temps l'ambition d'englober la planète. Cela revient à montrer que l'occidentalisation du monde n'était pas une fatalité, d'autres mondialisations étaient possibles. Et que l'histoire telle qu'elle s'est finalement déroulée en partant d'un petit royaume périphérique, le Portugal, n'était quand même pas l'option la plus probable, alors qu'il existait au même moment un Empire ottoman aussi puissant et que la dynastie chinoise des Ming n'avait cessé de lancer de vastes expéditions !

L'histoire du monde n'est donc pas seulement un objet, pas seulement une échelle, c'est un principe général d'incertitude. Pour cette raison, on ne peut pas l'écrire de manière classique : pour l'historien, l'enjeu, ce ne sont plus seulement les faits en tant que tels, mais la façon de les mettre en perspective.

Comment défendre ce principe d'incertitude, alors qu'on attend de l'historien qu'il établisse des faits ?

P. B. : Nous vivons une époque où le rapport à la vérité vacille, donc, oui, nous devons défendre l'idée que l'historien ne constate pas les faits, mais les construit comme des objets historiques, mais surtout qu'il ne le fait pas à la manière d'un homme politique qui, lui, exprime son opinion sur le passé. Le fait historique n'est pas une opinion, il accède à un certain régime de vérité. Pour autant, cela ne nous empêche pas de montrer que le savoir historique est un savoir en construction et qu'il doit exposer au grand jour ses procédures et ses méthodes.

Pour l'historien, l'enjeu, ce ne sont plus seulement les faits en tant que tels, mais la façon de les mettre en perspective.

Cela ne le fragilise pas, au contraire, cela le conforte comme savoir scientifique. Aujourd'hui, l'historien doit tisser deux fils narratifs : raconter l'histoire qui a eu lieu, mais raconter aussi quelle a été sa propre histoire en faisant ce récit. Une enquête ne peut pas être anonyme, elle expose ses instruments, sa méthode, les protagonistes. Que penserait-on d'un article scientifique qui ne dirait rien des protocoles expérimentaux permettant d'établir les faits qu'il expose ?

L'histoire n'est certes pas une science expérimentale, elle ne produit que des expériences de pensée sur le passé, mais elle le fait à partir d'une certaine situation qu'il faut expliciter. Cela veut simplement dire que l'argument d'autorité a disparu, et c'est très bien ainsi, même s'il n'est pas facile à faire comprendre que l'histoire se réécrit sans cesse. Il convient de rappeler sans se lasser que l'historien ne réécrit pas les faits, mais leur interprétation, leurs liens de causalité. Et qu'il n'est pas non plus là pour réciter une histoire apprise : l'histoire reste une discipline de recherche et d'enseignement.



Au XV^e siècle, l'expansionnisme de l'Asie centrale prend fin avec le décès de Tamerlan (1405)... C'est finalement un petit empire périphérique, le Portugal, qui change la face du monde, avec la découverte de l'Amérique par Colomb (1492).

© L'Histoire Universelle Ancienne et Moderne, 1860. Photo Ken Welsh / Bridgeman Images

Dévoiler les coulisses de son travail, n'est-ce pas pour l'historien prendre le risque de le fragiliser ?

P. B. : Non, je considère au contraire que c'est une obligation et que ce serait une faute de méthode de ne pas le faire. L'historien doit à son lecteur de lui rappeler que c'est un « je » qui parle. C'est d'ailleurs la principale avancée de la discipline historiographique du XX^e siècle, et qui est d'ailleurs constitutive des sciences sociales en général. Celles-ci ont pris conscience du fait que leur contexte épistémologique a radicalement changé sous l'influence de la théorie de la relativité. On sait tous désormais que le fait d'observer un phénomène modifie le phénomène en question. L'histoire ne s'écrit pas d'elle-même : c'est bien toujours quelqu'un qui l'écrit et qui le fait à partir de ce qu'il observe depuis un point de vue.

Ce qui l'autorise aussi à intervenir dans le débat public, comme c'est le cas avec votre récente *Histoire mondiale de la France*, qui a déclenché une vague de polémiques ?

P. B. : Ce n'était pas l'intention première de ce livre, même si ce n'était pas un livre de recherche, avec les mêmes exigences et les mêmes ambitions que l'Histoire du monde au XV^e siècle. Mais après la publication de ce dernier ouvrage en 2009, j'ai observé qu'on opposait toujours l'histoire de France et l'histoire mondiale, comme si on devait choisir entre l'une et l'autre. Certains en utilisant l'histoire mondiale comme antidote à l'histoire de France, parce que notre pays se trouvait alors en plein débat sur le déclin et l'identité nationale ; d'autres, défenseurs exclusifs de l'histoire de France, en nous reprochant de faire l'histoire du monde par ressentiment vis-à-vis de l'histoire nationale. Aucune de ces deux positions ne nous semblait tenable, alors nous nous sommes dit : démontrons par l'exemple qu'il est possible de réconcilier ces points de vue. L'Histoire mondiale de la France est une manière d'affirmer que nous n'avons pas à choisir entre l'histoire mondiale et l'histoire de la France. Le titre est certes un peu provocateur et contre-intuitif, mais il veut seulement dire : ne choisissez pas !

On vous a beaucoup reproché de ne pas mentionner des dates importantes, comme la naissance de Clovis ou la séparation de l'Église et de l'État en 1905, et d'en retenir d'autres qui semblent très décalées, comme la naissance de la République au Brésil en 1889. Comment s'est opérée la sélection ?

P. B. : Les dates écartées ne l'ont pas été parce que nous pensons qu'elles sont indignes de figurer dans cette histoire et encore moins qu'elles n'ont pas existé ! C'est tout simplement qu'elles ne ressortent pas, à nos yeux, de l'histoire mondiale de la France. Le piquant de l'affaire, c'est qu'en faisant notre sélection, nous avions cette inquiétude à l'esprit : est-ce qu'on n'allait pas nous reprocher d'en faire trop sur la grandeur de la France ? La périodisation ne sort jamais indemne d'un changement de focale : si on fait une histoire mondiale de la France, elle n'aura pas les mêmes bornes chronologiques qu'une histoire de France classique. D'où des séquences qui peuvent a priori surprendre comme la naissance de la République au Brésil, en 1889.

Les hommes politiques qui veulent une histoire de France inchangée depuis Lavissee ne trouveront plus d'historiens pour l'écrire ; ils devront l'écrire eux-mêmes ! C'est un vrai changement d'époque.

Nous l'avons retenue parce que ses fondateurs sont alors influencés par les intellectuels français et le positivisme du philosophe Auguste Comte, c'est-à-dire « la science à l'âge de la maturité et l'invention de la sociologie », comme l'écrit Maud Chirio, l'auteur de ce chapitre. Le livre se termine le 11 janvier 2015, quand, suite aux attentats de *Charlie Hebdo*, les chefs d'État du monde entier viennent à Paris et semblent dire, par leur seule présence, que ce qui se passe à Paris blesse l'humanité, plus que d'autres attentats à Tunis ou à Bruxelles. On peut trouver cela injuste, mais l'historien doit essayer de comprendre pourquoi c'est ainsi et pas autrement.

Le fait de faire contribuer un grand nombre d'historiens et d'historiennes à cet ouvrage, 122 en tout, était-il important pour vous ?

P. B. : Au fond, ce que ce livre a à dire, il le dit d'abord par sa forme : 122 historiennes et historiens parlent de ce qu'ils savent et font le récit d'un rapport toujours mouvant entre la France et le monde. C'est cette forme-là qui est signifiante et qui exprime notre prise de positions pour la diversité. Du point de vue narratif, il répond à la même logique que *L'Histoire du monde au XV^e siècle* de faire le récit de la dispersion. Notre volonté était de trouver une forme littéraire adaptée à ce nouveau rapport au temps, qui s'est affranchi des grands récits. Nous devons trouver les moyens de rendre intelligible une histoire, dont on va dire par ailleurs qu'elle est incertaine, discontinue, hétérogène et qu'elle ne dévale pas une pente, ni ascendante ni descendante. Ce n'est l'histoire ni d'une assomption ni d'un déclin, ce n'est pas l'histoire d'une France toujours identique à elle-même, c'est l'histoire inquiète, celle des explorateurs et de l'histoire en mouvement.

Que vous inspirent les critiques, parfois très violentes, qu'a rencontrées cet ouvrage ?

P. B. : Elles m'évoquent l'idée de Michel Foucault selon laquelle toute pensée critique produit des effets de vérité. Quand on se dispute sur notre passé, on dit toujours quelque chose de nous-mêmes au moment présent. Donc cette polémique, même si elle ne rend pas vraiment compte du livre, documente l'état actuel du débat. Nous en sommes là. J'explique aussi la fureur autour de cet ouvrage par une forme de sacrilège : comme si nous avions touché au trésor ! Il y a cette idée sous-jacente que l'histoire de France dont certains politiques ont besoin, ce n'est pas aux historiens de l'écrire. L'effet de vérité est là : il montre à ceux qui veulent une histoire de France inchangée depuis Lavissee, qu'ils ne trouveront plus d'historiens pour l'écrire et qu'ils auront à l'écrire eux-mêmes ! C'est un vrai changement d'époque.

L'événement :

21^e Rendez-vous de l'histoire [12], du 10 au 14 octobre à Blois (41).

À lire :

Histoire mondiale de la France, Patrick Boucheron (dir.), Seuil, 2017.

Notes

-
1. « Les Villes d'Italie (vers 1150-vers 1340) », Patrick Boucheron, Belin, coll. « Belin Sup Histoire », 2004.
 2. « Conjurer la peur : Sienne 1338. Essai sur la force politique des images », Patrick Boucheron, Seuil, 2013.
 3. « Histoire du monde au XV^e siècle », Patrick Boucheron (dir.), Fayard, 2009.
-

URL source: <https://lejournal.cnrs.fr/articles/patrick-boucheron-bouscule-lhistoire>